

Économie numérique : un futur meilleur à portée de main ?

Écrit par : Andy Wyckoff, Directeur, Direction de la Science, de la technologie et de l'industrie de l'OCDE

Dernière mise à jour : 23 juillet 2016



© Cultura RM/Alamy

L'économie numérique est une réalité. Elle gagne chaque jour un peu plus de terrain, parfois avec des résultats surprenants. À l'heure où se tiennent des réunions ministérielles majeures, à Paris et à Cancún, les dirigeants ne doivent pas douter de leur rôle décisif dans la concrétisation du potentiel de l'économie numérique au service de la productivité et de l'inclusivité.

« Analyser, en 1997, l'incidence de l'expansion du commerce électronique ou, il y a un siècle, celle de l'introduction de l'automobile, sont deux entreprises aussi hasardeuses l'une que l'autre. L'automobile d'abord. Intuitivement, on suppose que l'impact sera important, mais le nombre de personnes sachant conduire est encore faible, la qualité des routes variable, et les garages et mécaniciens sont quasiment inexistantes. Sans prendre trop de risques, on peut affirmer que

l'industrie automobile aura des effets favorables sur certains secteurs fournisseurs de pétrole, d'acier, de verre et de caoutchouc, qu'elle nuira en revanche à certaines activités directement concurrentes, comme l'élevage de chevaux, le négoce de l'avoine ou la construction de voitures attelées. Mais qui aurait pu prévoir que l'automobile allait être à l'origine des banlieues, de la pollution atmosphérique, du poids géopolitique du Moyen-Orient ? [Il en va de même du] commerce électronique. » (L'Observateur de l'OCDE n° 5, 1997, voir références)

Ainsi commençait l'article que j'ai publié en 1997, à la veille de la toute première réunion ministérielle de l'OCDE consacrée à l'économie numérique, organisée à Ottawa (Canada) en 1998. Un événement tombé à point nommé, et pour cause : cette année-là a vu la colonisation (pour ne pas dire la privatisation) d'internet par quelque deux millions de noms de domaine (dont www.oecd.org) et la naissance d'une entreprise dénommée Google ; l'année suivante, Amazon entrait en Bourse.

Près de vingt ans plus tard, l'OCDE organise une nouvelle réunion ministérielle, cette fois à Cancún (Mexique), sur le thème « L'économie numérique : innovation, croissance et prospérité sociale ». Si l'on poursuit la métaphore automobile, on peut dire que l'on avance aujourd'hui à une vitesse plus de mille fois supérieure à celle de l'époque de l'« autoroute de l'information » en 1998, et l'on est passé de 180 millions de « conducteurs » (environ 3 % de la population mondiale) à plus de trois milliards (soit 40 %). Les ceintures de sécurité – a fortiori les airbags – n'existent pas encore, mais le GPS nous suit partout et nos « voitures » tiennent désormais dans notre poche.

Les technologies numériques se sont développées comme les banlieues, et ont envahi la quasi-totalité de l'économie et de la société. Dans la zone OCDE, 80 % des citoyens disposent d'un abonnement haut débit, et la majorité d'entre eux accèdent aux 300 millions de sites Web via un smartphone. Quelque 95 % des 16-24 ans utilisent internet et un jeune de 15 ans y consacre, en moyenne, trois heures par jour ; enfin, environ la moitié des citoyens a recours au commerce électronique.

De toute évidence, l'objectif d'Ottawa de « concrétiser le potentiel » a été atteint : la plateforme internet est largement déployée dans la majorité de la zone OCDE et au-delà, et les applications irriguent l'économie et la société, induisant dans leur sillage bouleversements et améliorations dans de nombreux secteurs et ouvrant la voie à l'innovation, la croissance de la productivité et des bienfaits sociaux (qui restent à mesurer). La presse, la musique, la finance et les voyages ont connu de profondes mutations, à certains égards conformes aux prévisions, tandis que Facebook, Twitter, les smartphones et l'« économie du partage » ont dépassé les attentes, allant jusqu'à remettre en question les structures établies et systèmes économiques. De fait, nombre d'innovations étaient tout bonnement

inimaginables : qui aurait pu prévoir que l'on expérimenterait en 2016 des véhicules automatisés ?

Certains experts considèrent que le plus important impact économique des technologies de l'information et des communications (TIC) remonte à la période où l'on a récolté les premiers fruits de l'informatisation, au cours de la deuxième moitié des années 1990. D'autres pensent que nous abordons une nouvelle phase, caractérisée par l'informatique omniprésente incarnée par le smartphone, à la fois plateforme et appareil connecté par excellence. Celui-ci annonce l'internet des objets, qui devrait représenter 20 à 50 milliards de dispositifs connectés d'ici 2020, générant des flots de données et prenant en charge nos routines quotidiennes. On produit déjà plus de données chaque semaine qu'au cours des derniers millénaires, comme le montre le graphique.

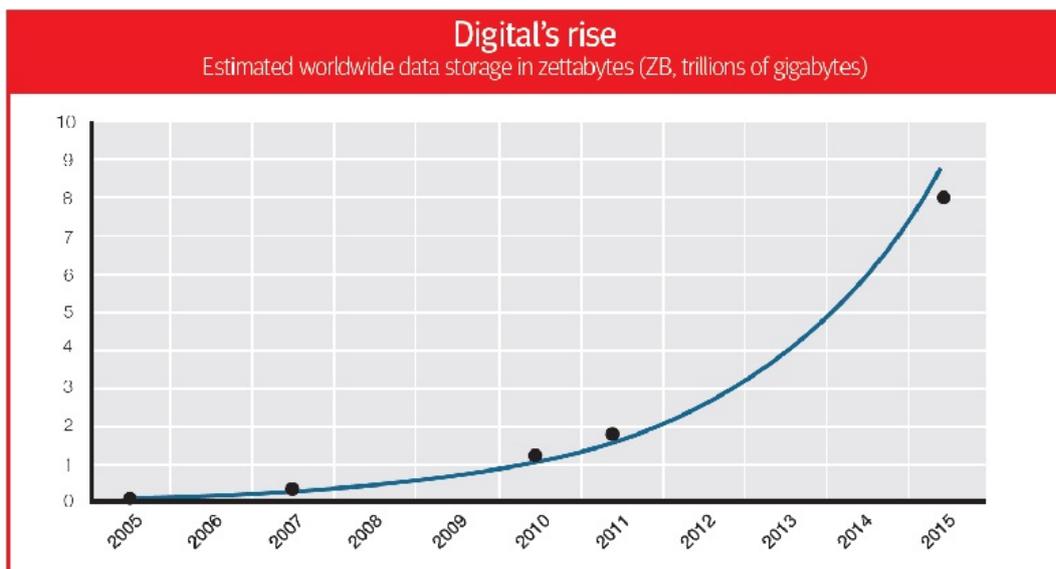
Sans parler des avancées majeures en termes d'analyse et d'exploitation stratégique des données, qui ouvrent la voie à une automatisation de la prise de décisions (transactions à haute fréquence) et à l'intelligence artificielle (IA). Toutes les cyberplateformes dominantes en 2016 – Google, Amazon, Microsoft, Facebook et Apple en tête – voient en l'IA la prochaine grande demande des utilisateurs, et disposent déjà d'applications de reconnaissance faciale et vocale, par exemple. Comme beaucoup d'autres, je pense que nous sommes à l'aube d'une période décisive de changements structurels induits par les TIC, qui promet de bouleverser l'économie et la société au profit d'un monde meilleur. Nous n'avons encore rien vu.

Toutefois, ce techno-optimisme ne doit pas faire oublier la réalité : tous ces progrès ne font pas l'unanimité. Certains redoutent l'impact des technologies sur les emplois, d'autres sur la protection de la vie privée et des données. Sans compter la défiance nourrie par les violations de sécurité, suite notamment aux révélations d'Edward Snowden et au développement du « Dark Web » (terreau du terrorisme et de la cybercriminalité). Les décideurs doivent prendre ces inquiétudes au sérieux et élaborer des politiques qui contribuent à libérer le potentiel d'internet tout en limitant les risques.

L'énigme de la productivité

À cela s'ajoute un autre défi : la croissance de la productivité. Certes, on note ces dernières années un ralentissement, et beaucoup se réfèrent à la remarque de Robert Solow en 1987, qui constatait que l'impact de l'informatique se faisait sentir partout sauf dans les statistiques de la productivité. Toutefois, trente ans plus tard, les données collectées sur un certain nombre d'entreprises et de secteurs montrent clairement que l'économie numérique bénéficie à la productivité sur différents niveaux. De fait, elle favorise l'entrée d'entreprises innovantes et la sortie de structures vieillissantes, peu performantes, selon un processus de destruction créatrice ; l'utilisation plus intelligente et efficace du

travail et du capital au service de la croissance de la productivité dite multifactorielle, ce qui permet aux entreprises, même anciennes, d'améliorer leurs résultats ; l'émergence d'opportunités et de services pour des personnes exclues de l'économie mondiale (agriculteurs, fabricants locaux, services publics) ; l'amélioration de l'efficacité de l'information pour la gestion des stocks et des expéditions, par exemple ; et bien plus encore. Reste une énigme que l'OCDE s'attelle à résoudre : pourquoi toutes ces micro-améliorations de la productivité ne contribuent-elles pas à doper la croissance de la productivité globale ?



De toute évidence, le numérique se trouve à un nouveau carrefour, et plusieurs voies sont possibles. C'est pourquoi les parties prenantes présentes à la réunion internationale de Cancún – pouvoirs publics, entreprises, syndicats, société civile et communauté technique – doivent non seulement dresser un état des lieux, mais également prendre du recul pour avoir une vision d'ensemble. Où va la cyberéconomie, et comment les politiques peuvent-elles l'aider à réaliser son plein potentiel dans les années à venir ?

La conférence de Cancún arrive à un moment où personne ne doute du pouvoir de transformation des TIC. Il ne s'agit ni d'un nouveau-né à protéger, ni d'un adolescent à surveiller, mais bel et bien d'un jeune adulte qui doit assumer ses responsabilités et trouver sa place légitime dans le monde. Ainsi, les quatre grandes thématiques de l'ordre du jour reflètent les orientations à suivre : ouverture de l'internet et innovation ; développement de la connectivité mondiale ; confiance dans l'économie numérique ; emplois et compétences dans l'économie numérique.

L'économie numérique constitue un puissant catalyseur et un levier d'inclusivité, sorte de carrefour mondial où se lient les communautés, où l'on partage des informations, des idées et des produits, et où les pays peuvent progresser dans la

chaîne de valeur. On doit la laisser grandir, comme on offre aux « jeunes adultes » la possibilité de créer des opportunités socio-économiques pour un nombre croissant de citoyens. En juin, Cancún deviendra, l'espace de quelques jours, le centre de ce carrefour mondial, ouvrant un nouveau chapitre de l'avenir collectif de l'économie et de la société numériques.

©L'Annuel de l'OCDE 2016

Wyckoff, Andy (1997), « Imaginer l'impact du cybermarché », L'Observateur de l'OCDE n° 5, mai, disponible sur <http://oe.cd/1ln>

Voir www.oecd.org/sti/innovation-imperative.htm

Pour en savoir plus sur « L'économie numérique : innovation, croissance et prospérité sociale », Réunion ministérielle de l'OCDE, Cancún (Mexique), 21-23 juin, voir www.oecd.org/internet/ministerial/meeting/